

Conférence annuelle des banques sociales
au Québec (juin 2008)

« La finance doit être au service de tous ! »

Interview avec Riccardo Petrella

Professeur émérite à l'Université catholique de Louvain, Riccardo Petrella a fondé en 1991 le groupe de Lisbonne, composé de vingt-et-un membres, dont des universitaires, dirigeants d'entreprises, journalistes et responsables de grandes institutions culturelles, dans le but de promouvoir des analyses critiques des formes actuelles de la mondialisation. Il est un des plus ardents défenseurs de l'eau comme bien public mondial. Il a fondé à 1997 le Comité international pour un contrat mondial de l'eau, dont il est le secrétaire général. Riccardo Petrella est intervenu dans le cadre de la conférence internationale d'INAISE pour traiter des problèmes générés par la financiarisation de l'économie.

Professeur, vous êtes mondialement connu pour vos travaux pour la défense de l'eau comme bien public mondial, et une grande partie de vos interventions publiques traitent de ce sujet. Vous avez accepté l'invitation d'INAISE [Association internationale des investisseurs dans l'économie sociale], qui s'occupe d'un tout autre sujet, puisqu'elle regroupe les acteurs mondiaux de la finance sociale et solidaire. Pouvez-vous nous dire pourquoi ?

Vous savez, lorsque j'ai fondé le groupe de Lisbonne en 1991, j'avais déjà évoqué le processus de la globalisation comme phénomène basé sur la compétition des grandes entreprises combiné à la finance dérégulée dont nous voyons les ravages tous les jours. Cette finance absolument incontrôlable constitue le cœur de ce système. J'avais rédigé un rapport intitulé *Désarmer la finance*, qui démontrait clairement qu'il n'était pas possible de protéger et valoriser une ressource aussi précieuse que l'eau comme bien commun tant qu'il existera une logique financière qui la considérera

avant tout comme une marchandise que la rareté rend hautement attractive. Nous retrouvons cette logique financière dans le rapport *Financer l'eau pour tous*. Ce rapport, présenté en 2003 par Michel Camdessus – ex-directeur du Fonds monétaire international –, s'articule sur sept propositions toutes basées sur la logique capitaliste, faisant appel aux entreprises transnationales au détriment d'une logique de solidarité et de service public financé par la collectivité, logique collective que nous proposons dans le Comité international pour un contrat mondial de l'eau

Parmi les propositions que vous avez faites, vous voulez remettre en cause le principe de l'indépendance politique de la Banque centrale européenne (BCE) par rapport au Conseil des ministres et au Parlement européen. Qu'est-ce que cela devrait changer selon vous ?

Comme je l'ai déjà dit, je pense que la politique monétaire fait partie des leviers d'organisation d'une société et doit être par conséquent au ser-

[...] je pense que la politique monétaire fait partie des leviers d'organisation d'une société et doit être par conséquent au service de celle-ci.

vice de celle-ci. Or le traité de l'Union européenne, qui consacre l'indépendance politique de la BCE, va contre la démocratie représentative à l'échelle européenne. Aux Etats-Unis, la Federal Reserve Bank est autonome et non pas indépendante vis-à-vis du pouvoir politique. En outre, n'ayant pour objectif unique que la maîtrise de l'inflation, la BCE suit les préceptes monétaristes d'obédience néolibérale de l'école de Chicago, préceptes qui sont contraires à une politique favorable à la création d'emplois, à une politique sociale juste. Ces politiques, en effet, ne peuvent se faire qu'au détriment de la rémunération du capital, car elles impliquent une redistribution des richesses et parfois un programme ambitieux de dépenses publiques. A mon avis, les citoyens de l'Union européenne et leurs élus sont en droit de demander des comptes à la BCE. La question de la remise en cause de l'indépendance politique de la BCE est maintenant mise sur la table non plus par des mouvements politiques progressistes, mais également par des gouvernements conservateurs qui ont bien compris que la politique de la BCE constitue un véritable boulet pour l'économie européenne, alors que les autres puissances économiques, notamment les groupes financiers privés, usent et abusent des monnaies et de la finance dans leurs intérêts spéculatifs, source d'appauvrissement du plus grand nombre.

Vous êtes connu pour être une des figures les plus visibles du mouvement altermondialiste. Celui-ci s'est depuis longtemps positionné sur des propositions vi-

sant à rééquilibrer les rapports Nord-Sud via des politiques macroéconomiques. Or la question de la finance sociale comme alternative à une finance globalisée n'est apparue qu'en marge des propositions altermondialistes. Comment expliquez-vous ceci ?

Le mouvement altermondialiste ne s'est intéressé que très tardivement à la question de la dérégulation des marchés financiers et au processus de financiarisation de l'économie. Il s'est d'abord concentré – et c'est tout à son honneur – sur la question de l'opposition traditionnelle travail contre capital. Aujourd'hui, la question environnementale est devenue incontournable : elle ne fait que renforcer les courants d'analyse qui pointent la finance dérégulée comme le principal responsable des catastrophes écologiques et sociales qui nous menacent. Les mouvements altermondialistes vont donc progressivement s'approprier ce débat. Il serait également logique que ceux-ci en viennent à soutenir de plus en plus fortement les initiatives de finance sociale qui constituent une alternative concrète et crédible à la finance dérégulée.

Interview parue dans etikainfo 26, août 2008, p. 6

Le nouveau numéro d'etikainfo ainsi que des éditions anciennes peuvent être commandés gratuitement :

etika – Initiativ fir Alternativ Finanzéierung asbl
 55, avenue de la Liberté
 L-1931 Luxembourg
 Tel./fax : (+352) 29 83 53
 Courriel : esf@etika.lu

[...] la BCE suit les préceptes monétaristes d'obédience néolibérale de l'école de Chicago, préceptes qui sont contraires à une politique favorable à la création d'emplois, à une politique sociale juste.

baby info - die luxemburgische Elternzeitschrift

herausgegeben von Initiativ Liewensufank a.s.b.l.

Artikel zu

- ✓ Schwangerschaft, Geburt, Stillen, Babys und Kleinkinder, Familie und Leben

sowie

- ✓ Buchbesprechungen, Neues aus der Wissenschaft, Kleinanzeigen, ...



erhältlich

- ✓ am Kiosk
- ✓ als Abo (10€ überweisen auf CCP LU47 1111 0484 6562 0000 mit dem Vermerk "abo")
- ✓ für Mitglieder der Initiativ Liewensufank ist das baby info im Mitgliederbeitrag inbegriffen
- ✓ Weitere Informationen:
 Initiativ Liewensufank, 20 rue de Contern,
 L-5955 Itzig